Sommaire

Index — 455

```
Chronologie — 11
Préface — 13
Introduction, Le culte de Churchill — 21
I. Un monde d'empires — 39
II. Escarmouches sur le front intérieur — 73
III. La « Grande » Guerre — 105
IV. La dimension irlandaise — 125
V. Le vent se lève sur le monde — 153
VI. Neuf jours de mai 1926 — 185
VII. La montée du fascisme — 199
VIII. La tentative japonaise sur l'Asie — 225
IX. La guerre en Europe : de Munich à Stalingrad — 251
X. Le chaudron indien — 279
XI. Résistance et répression — 309
XII. Les origines de la Guerre froide : Yougoslavie,
Grèce, Espagne — 329
XIII. L'Orient est rouge : Japon, Chine,
Corée, Vietnam — 361
XIV. Des châteaux dans le sable : redessiner les frontières
de l'Orient arabe — 377
XV. Crimes de guerre au Kenya — 411
XVI. Le passé pour prologue :
les héritages de Churchill — 423
Épilogue — 449
Bibliographie choisie — 451
```

XII. Les origines de la Guerre froide : Yougoslavie, Grèce, Espagne

Serrez vos ceintures de cuir ouvriers des Flandres! Le vieil homme de Downing Street prend ce matin même son petit déjeuner avec vos trois cents traîtres. De vos semences, faites des galettes, paysans de Campanie! Vous n'aurez pas de terre. Dockers de Naples Vous écrirez sur les murs des maisons : « Rendez-nous notre puant! », aujourd'hui même en plein jour Le vieil homme de Downing Street était à Rome.

Gardez vos fils chez vous, mères d'Athènes! Ou bien allumez les cierges pour eux : cette nuit Le vieil homme de Downing Street ramène votre roi.

Allons, sortez de vos lits, labourlords! Venez brosser la veste sanglante du vieil homme de Downing Street!

Bertolt Brecht, « Le vieil homme de Downing Street » $(1944)^{220}$

En Europe de l'Ouest, les différentes formes que prend la Résistance sont déterminées essentiellement par les Alliés et les armées américaine et britannique. La Yougoslavie et la Grèce

n'ont besoin d'aucune armée extérieure pour vaincre les Allemands. Tandis que les dirigeants alliés commencent à envisager une victoire totale, les contours de la future Europe qui doit émerger du conflit deviennent un enjeu crucial. Là encore, Churchill jouera un rôle important mais il a parfaitement conscience que ce sont l'industrie états-unienne et l'industrie et les effectifs soviétiques qui ont gagné la guerre. L'Empire britannique est en faillite. Dorénavant, les grandes décisions seront prises ou négociées par Roosevelt et Staline. Il est nécessaire de faire croire le contraire au public britannique, mais cette illusion peut-elle durer?

Churchill réfléchit longuement à la manière d'empêcher la Résistance grecque, majoritairement communiste, de prendre le dessus. De même en Yougoslavie. La restauration de la monarchie dans les deux pays est l'option qu'il privilégie.

Les citoyens des États-Unis et les sujets du Royaume-Uni assistent de loin aux combats et aux victoires décisives de l'Armée rouge. C'est l'admiration – non la nervosité – qui domine chez bon nombre des citoyens dont les sympathies ne vont pas aux puissances de l'Axe. En octobre 1944, Staline et Churchill se rencontrent à Moscou pour la « Conférence Tolstoï ». Là, sur un fameux bout de papier, Churchill et Eden obtiennent l'assentiment de leur ami provisoire aux plans britanniques en Grèce, mais Staline demande la Roumanie et la Bulgarie en échange. C'est accepté également.

Heureux d'avoir obtenu ce qu'il voulait, Churchill est de bonne humeur. Après un ou deux verres, il dit à Staline : « Dommage que Dieu ne nous ait pas demandé notre avis quand il a créé le monde. » « C'est là sa première erreur », répond le Géorgien. Les deux crapules ont-elles débouché une nouvelle bouteille en se tenant les côtes ? C'est probable. Quoi qu'il en soit, le peuple grec avait été trahi et cette trahison a ouvert la voie à une guerre civile à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, puis à une dictature militaire brutale, sous l'égide de l'OTAN.

À Yalta, en 1945, Staline accepte une division de l'Europe en « sphères d'influence » et s'engage à ne pas s'ingérer en Italie ou en France, où les deux partis communistes sont devenus des partis de masse grâce à leur rôle dans la Résistance et aux triomphes militaires de l'Armée rouge. Le sens de l'accord de Yalta a souvent été embrouillé, les idéologues occidentaux le décrivant fréquemment comme une concession nécessaire à Staline. Ce point de vue est trompeur. Yalta a toujours été une arme à double tranchant. Si elle permet aux Soviétiques de prendre le contrôle de l'Europe de l'Est, elle ratifie aussi une

présence hégémonique des États-Unis en Europe de l'Ouest, essentielle à la création de l'OTAN, une hégémonie renforcée par des bases militaires états-uniennes apparemment permanentes en Allemagne, en Italie et en Grande-Bretagne, puis encore consolidée par le développement de systèmes d'armement nucléaires et leur implantation en Europe de l'Ouest.

Staline accepte que l'Espagne de Franco, le Portugal de Salazar, la Grèce et la Turquie soient rattachés à la sphère occidentale et que l'Allemagne soit occupée par quatre puissances. Il accepte à contrecœur que la France soit l'une d'elles, le régime de Vichy ayant en tout état de cause fait partie du réseau de l'Axe. Il est convenu également que la France fera partie du Conseil de sécurité de l'ONU. Une concession inutile, selon certains, mais Churchill tient absolument à avoir au moins deux empires sur le déclin assis à la table d'honneur. Il échoue toutefois à atteindre son véritable objectif, qui était d'intégrer la France gaulliste aux projets d'avenir anglo-américains. Ce sera pour plus tard.

Pour ce qui est de la Grèce et de la Yougoslavie, le bout de papier suggère que la Grèce relève de la sphère occidentale et que la Yougoslavie soit divisée à parts égales entre l'Union soviétique d'un côté, les États-Unis et la Grande-Bretagne de l'autre. C'est un plan très mal concu. Ce ne sera pas le dernier. À Yalta, Roosevelt et Churchill discutent également des conditions de l'entrée en guerre de l'Union soviétique contre le Japon. Les trois dirigeants s'accordent sur le fait qu'en échange de la participation soviétique dans le théâtre du Pacifique, la Russie se verra accorder une sphère d'influence en Mandchourie après la capitulation japonaise. Cela inclut un morceau de l'île de Sakhaline, un bail sur Port Arthur, une part dans l'exploitation des chemins de fer de Mandchourie et les îles Kouriles. De toute évidence, ils ne sont pas très attentifs à l'évolution de la situation en Chine. La tournure que prendront les événements en Yougoslavie et en Grèce suggère que des décisions prises à la table des négociations ne sont pas toujours acceptées par le peuple. C'est cette réalité que rappellera brutalement l'expérience des Balkans.

$You goslavie: partisans\ contre\ fascistes$

Le 6 avril 1941, à 2 h 30 du matin, l'ambassadeur yougoslave signait un pacte d'amitié avec Moscou, les deux camps espérant empêcher ainsi une invasion allemande puisque le pacte Staline-Hitler était toujours en vigueur. Pas de chance. Quelques heures

plus tard, la Luftwaffe décollait des bases bulgares, violait l'espace aérien yougoslave et soumettait Belgrade à un bombardement continu. Dans le même temps, la Wehrmacht franchissait la frontière austro-slovène à Maribor et se dirigeait vers Zagreb. Le 8 avril, la Deuxième armée allemande atteignait Belgrade. Le 10 avril, les forces italiennes, hongroises et bulgares envahissaient le pays et le démembraient conformément aux plans d'Hitler.

Le même jour, l'« État indépendant de Croatie » est proclamé sous la direction des oustachis, dont le *Poglavnik* (*Führer*), Ante Pavelić, a été ramené d'Italie où jusque-là il était accueilli avec son gang de fascistes catholiques par Mussolini, avec le secours spirituel du Vatican. Pavelić étend son contrôle à la Bosnie-Herzégovine, offrant au passage la Dalmatie centrale à Mussolini en guise de remerciement. Les Italiens occupent le sud de la Slovénie, y compris Ljubljana. Ils s'emparent aussi du Monténégro, avant de s'abattre sur un gros morceau du Kosovo qu'ils rattachent à l'Albanie, déjà sous leur contrôle. Les Hongrois se voient attribuer la Voïvodine et les Bulgares ont droit aussi à leur sucette, la Macédoine.

L'armée yougoslave s'est avérée inutile. Ses généraux se rendent aux Allemands le 17 avril, tandis que des dizaines de milliers de soldats s'enfuient désespérément de toutes parts. Les Allemands capturent 344 000 prisonniers, majoritairement serbes ; 300 000 combattants parviennent à leur échapper. Le roi Pierre II et son gouvernement s'enfuient à Londres via Athènes et la Palestine. En onze jours, l'Axe s'est emparé d'un nouveau pays sans rencontrer la moindre résistance.

Le Parti communiste de Yougoslavie (PCY) est surpris par l'effondrement total d'une armée pourtant biberonnée aux traditions patriotiques serbes de combat acharné contre l'Empire ottoman au XIX° siècle, puis contre les Habsbourg pendant la Première Guerre mondiale. Trois ans après, le leader du PCY Milovan Djilas avouera à Dmitri Manouïlski, un des apparatchiks du Komintern : « Notre erreur fut de penser que, en majorité, le conseil des officiers lié à l'état-major résisterait aux Allemands. Mais il n'en fut rien. La majorité d'entre eux se sont rendus. [...] Il n'y eut aucun combat sérieux, c'était une marche de parade²²¹1. »

Pourquoi le PCY n'est-il pas prêt en 1941? Le parti a une histoire tragique. Soumis à une répression massive sous les dictatures monarchiques à partir de 1918, il était interdit depuis 1921. Plus tard, à Moscou, les purges de Staline ont éliminé certains de ses meilleurs cadres. Tito survit parce qu'il fait profil bas et qu'il dispose d'un protecteur puissant en la personne du communiste bulgare Georgi Dimitrov, dirigeant de longue date du Komintern.

Subordonné à Moscou, le parti est comme dans d'autres pays à moitié paralysé par le pacte Staline-Hitler qui l'empêche même de mener des opérations de sabotage contre les occupants. Tito, lui-même croate, refuse d'accepter la fragmentation de la Yougoslavie, dénonce l'État croate fasciste créé par le Troisième Reich et s'engage à réunifier son pays. Le 8 mai 1941, les Soviétiques reconnaissent le démembrement de la Yougoslavie par l'Axe. Ils expulsent l'ambassadeur en l'informant que l'existence d'une mission yougoslave à Moscou n'a plus de base juridique.

Quatre jours auparavant, les dirigeants du PCY ont réuni un congrès à Zagreb où la direction a dénoncé vigoureusement la désintégration du pays et où Tito a insisté pour que les communistes commencent à se préparer à la lutte armée contre les puissances occupantes. Tito rompt avec l'orthodoxie stalinienne et déclare que le combat contre les fascistes est aussi une lutte pour le pouvoir contre la bourgeoisie locale et ses alliés. Il confirme à ses camarades qu'il parle bel et bien d'une révolution socialiste

Contrairement à Staline, le dirigeant yougoslave a compris que les Allemands ne vont plus trop tarder à envahir l'Union soviétique. Un comité militaire est mis sur pied avec pour objectif de créer, dans toutes les régions occupées, des groupes armés yougoslaves unifiés clandestins. La direction de la Résistance juge qu'elle sera plus en sûreté à Belgrade qu'à Zagreb, où une partie de la population est grisée par l'ivresse de l'indépendance et où Pavelić a commencé à devancer les demandes allemandes en persécutant, en torturant et en emprisonnant les Roms, les Juifs et les Serbes. Pour ces trois groupes, trois possibilités se présentaient : l'extermination pour un tiers d'entre eux, la déportation pour un autre tiers, la conversion forcée au catholicisme pour ceux qui restaient.

Même les Allemands sont un peu horrifiés par le traitement réservé aux Serbes. À Nuremberg, cet exterminisme sera qualifié de génocide. Les Serbes ont parlé de 750 000 morts ; les

Allemands ont donné le chiffre de 350 000. Pavelić était prêt à préserver les Bosniaques tant qu'ils acceptaient qu'ils étaient nés croates et, dans certains cas, quand des gangs musulmans voulaient bien tuer des Serbes. Beaucoup l'ont fait pour survivre. D'autres se sont engagés comme auxiliaires allemands.

Dans les Balkans, les deux mouvements de résistance qui forcent l'admiration des Alliés sont dirigés par les partis communistes, de Grèce et de Yougoslavie respectivement. Dans ce dernier cas, une majorité d'observateurs du SOE sur le terrain, ou des envoyés spéciaux comme Fitzroy MacLean, chargé de jauger Tito, sont impressionnés par les communistes croates et terrifiés par leurs autres compatriotes en armes. Les nationalistes croates – les oustachis – sont dirigés par d'authentiques fascistes et ils collaborent volontiers et ouvertement avec Hitler, fournissant des miliciens pour combattre la guérilla multiethnique de Tito. En Serbie, les tchetniks ne collaborent pas ouvertement mais leur hostilité à Tito vaut bien celle des oustachis. Un observateur britannique sain d'esprit en Yougoslavie ne pouvait recommander autre chose que de livrer des armes et du matériel aux forces de Tito. Le fils de Churchill, Randolph, qui s'était fait parachuter dans le pays, était lui aussi impressionné par la Résistance sous direction communiste. La seule voix discordante est celle du romancier Evelyn Waugh qui développe très tôt une aversion pour Tito, en se fondant sur un préjugé irrationnel plutôt que sur un examen philosophique. ce dont on le savait déjà coutumier.

Menant des combats défensifs sur les sommets et au fond des gouffres monténégrins, la Résistance allie le dogmatisme à une stricte discipline. La Wehrmacht qu'elle affronte est aussi brutale avec les Slaves du Sud qu'en Union soviétique. Soucieux de témoigner de leur adhésion totale aux valeurs fascistes, ses alliés oustachis font pire encore. Le chef incontesté de la Résistance yougoslave, Tito, et ses camarades de la direction sont de toutes les nationalités. Tito est croate, Kardelj slovène, Djilas monténégrin, Ranković serbe. L'impulsion politique puissante de la Résistance met en valeur l'unité de l'embryon d'État yougoslave qui se forme dans les montagnes. Les Kosovars, alors comme après la guerre, n'y seront jamais véritablement intégrés.

La Yougoslavie, la Chine et le Vietnam sont les trois États où la résistance, menée par les partis communistes, a abouti à des révolutions. Les partis-armées créent une situation de double pouvoir. Des années après, assistant avec tristesse à l'éclatement

de la Yougoslavie de Tito, l'ancien agent du SOE Basil Davidson se remémorait l'esprit de la résistance yougoslave :

En septembre 1943, j'étais avec le Troisième corps partisan pendant son assaut de la ville de Tuzla, dans le nord de la Bosnie, qui était aux mains des Croates. Après des jours de combat, il y avait plusieurs centaines de tués et autant de blessés dans les rangs de l'ennemi ; il y avait aussi, d'après mes notes, un peu plus de deux mille prisonniers croates. Ces prisonniers de guerre étaient des conscrits de l'« État indépendant de Croatie » soutenu par Hitler. Après cette dure bataille, ces prisonniers ont perdu leurs armes et leurs chaussures, les bottes étant plus rares dans l'armée des partisans que les armes.

Mais ils n'ont perdu ni la vie ni leur liberté : ils ont vite été libérés et renvoyés chez eux avec la recommandation, formulée plutôt joyeusement, de ne pas perdre de temps à se faire réarmer et recapturer. Après cette guerre brutale, Tuzla a su se transformer en une ville florissante et les appels répétés à la paix et à la réconciliation qui en sont issus ces dernières années m'ont semblé rappeler et ranimer l'expérience partisane de la *bratstvo i jedinstvo*, « fraternité et unité », au nom de quoi les brigades partisanes s'étaient battues.

Pourquoi les Britanniques soutiennent-ils Tito? Il s'agit d'une décision stratégique rendue nécessaire par la défection des commandants tchetniks serbes, qui se rallient à l'Axe en 1942. À l'époque, seuls les tchetniks pouvaient saboter efficacement les communications de l'ennemi. Au lieu de quoi ils s'étaient mis à aider les Allemands. Churchill réagit avec colère. Il commence par réduire leur approvisionnement en armes puis, tous ses appels et ses incitations restant sans effet, il interrompt tout nouvel approvisionnement en 1943.

Les partisans de Tito deviennent dès lors la seule force disponible dans le pays. Deux ans auparavant, le 15 avril 1941, après des débats houleux au sein de la direction, le PCY s'était prononcé en faveur du soutien à un soulèvement armé contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur pour transformer la Yougoslavie. Il avait condamné les occupants nazis et ceux qui collaboraient avec eux, la trahison du gouvernement monarchique et le développement délibéré du chauvinisme fondé sur la haine ethnique, défendant au contraire une « indépendance

réelle de tous les peuples de Yougoslavie » sur laquelle fonder « une communauté véritablement fraternelle²²² ».

Tito avait transféré le siège clandestin du parti à Belgrade. Là, en se faisant passer pour un homme d'affaires tchèque travaillant pour le compte de Skoda, il trouve à se loger à quatre numéros du général Shröder, le commandant allemand à Belgrade. L'atmosphère à Belgrade sous l'occupation est très efficacement décrite par Djilas :

La nuit, des patrouilles ; l'obscurité et des fusillades perpétuelles d'un côté puis de l'autre côté de la ville. Les Juifs signalés par des rubans jaunes et la peur et la colère, la faim et la mort, les visages sombres des habitants, les jeunes Allemands sans aucun égards, avec des prostituées et des appareils photo. Les manœuvres des forces aériennes en direction de la Grèce et des troupes en route pour la Roumanie. Les premiers « journaux communaux » à la solde de l'occupant²²³.

L'arrogance des Allemands atteint alors des sommets. Ils se vantent ouvertement auprès de la bourgeoisie locale à Zagreb et à Belgrade d'être en route vers l'Union soviétique. En avril et en mai 1941, Tito envoie des messages urgents au Komintern (nom de code : « grand-papa »), via l'attaché militaire soviétique à Belgrade, l'avertissant que les nazis s'apprêtent à envahir l'URSS. Les Allemands peignent l'inscription Nach Moskau sur leurs chars et les généraux expliquent dans les dîners qu'ils vont entrer en Union soviétique « comme dans du beurre ». Le 31 mai, Tito envoie à « grand-papa » un message qui annonce clairement que le PCY se prépare à déclencher un soulèvement général le jour où les troupes allemandes envahiront la Russie. Staline, envoûté par les Allemands, refuse de croire à cette information.

La semaine qui suit l'invasion, Tito envoie un message urgent au Komintern : « Nous préparons une insurrection populaire contre l'occupant, car la volonté de combattre est grande chez le peuple. Faites-nous connaître votre avis sur le sujet. Nous ne disposons que de peu d'armes. Pouvons-nous en recevoir prochainement²²⁴ ? » Dans sa réponse, le dirigeant du Komintern Georgi

```
222. [Cité dans ibid. (éd. en français : p. 90).]
```

^{223.} [Cité dans ibid. (éd. en français : p. 93).]

Dimitrov lui rappelle, au nom de Staline, qu'il ne faut pas confondre libération du pays et révolution socialiste. Tito, qui a travaillé à l'usine Putilov à Petrograd et qui a entendu Lénine parler, n'en revient pas. Il confiera plus tard à l'historien yougoslave Vladimir Dedijer qu'il lui a fallu du temps pour comprendre ce qui était en jeu:

Si nous faisions ce que voulait Moscou, nous ne pourrions jamais mettre en œuvre notre insurrection. Dans notre situation, cette directive revenait à liquider le soulèvement avant même qu'il ait commencé. Le 6 avril, l'ancien régime, avec le roi à sa tête, avait abandonné le peuple vougoslave à la merci de ses conquérants et ce qui restait de l'appareil d'État était passé au service des occupants. Il avait démontré sa fragilité en abandonnant la tradition vougoslave de combat pour l'indépendance établie en 150 ans par trente-neuf révoltes et guerres contre des armées étrangères. En Yougoslavie, une révolte populaire contre les occupants était inimaginable si elle n'offrait pas au peuple une chance de disposer, après la guerre, d'un nouveau gouvernement vraiment démocratique et d'une administration suffisamment solide pour que, malgré ses richesses naturelles, la Yougoslavie repousse la colonisation par les grandes puissances, résiste à l'oppression ethnique et veille à ce que la majorité du peuple échappe à la misère²²⁵.

Tito avait survécu à ses visites à Moscou essentiellement grâce à l'appui de Dimitrov, qui parlait de lui comme de la personnalité fiable en Yougoslavie. Il s'est toujours montré extrêmement discret, évitant tout contact inutile et restant à distance des intrigues stériles. Une fois, il a entrevu Staline en train d'épier une réunion du Komintern caché derrière une colonne. C'est tout. Il ne l'a jamais rencontré, n'a jamais demandé à le rencontrer. Les vrais combats seront pour plus tard, quand la Yougoslavie indépendante et ses dirigeants montreront clairement qu'ils ne sont pas disposés à être les pions de Staline.

Les timides avances de Staline et Churchill pour que Tito accepte le retour du roi Pierre à la tête de l'État sont rejetées poliment. Churchill ne fait pas d'histoire. La Yougoslavie n'a

aucune valeur stratégique pour les Britanniques. Le triomphe de Tito tenait au fait que le Parti communiste qu'il dirigeait et le mouvement de résistance qu'il avait fondé étaient multi-ethniques par nature, unissant ouvriers et paysans, étudiants et intellectuels contre le fascisme. C'était la seule force capable de le faire. Les tchetniks, les oustachis et certains détachements bosniaques collaboraient délibérément et ouvertement avec le Troisième Reich.

Tito passe outre les instructions de Staline et jette toutes ses forces dans la révolution socialiste. Sa décision suscite un large soutien et un regain de confiance dans la population. Quand Staline le menace de sanctions, Tito l'avertit que toute tentative de renverser le gouvernement yougoslave se heurtera à une forte résistance. La population yougoslave serait armée. Pour ce « crime », Tito est mis au ban du mouvement communiste international, un stigmate dont il se glorifiait. La normalité ne sera restaurée qu'après la mort de Staline.

Triomphe et tragédie en Grèce

Ce qui était acceptable pour la Yougoslavie était absolument inacceptable en Grèce. Contrairement à la Yougoslavie, la Grèce avait une situation stratégique en Méditerranée. Ses voies maritimes étaient des routes commerciales vitales pour l'Empire britannique. Le Pirée et la Crète étaient considérés comme des ports essentiels. L'instauration d'un État communiste à la suite d'un mouvement de résistance populaire était le cauchemar de Churchill. En 1907, Eyre Crowe, un vieux mandarin du Foreign Office, avait couché par écrit les grandes orientations de la politique impériale et elles continuaient à guider les politiciens comme les bureaucrates :

Le caractère général de la politique étrangère de l'Angleterre est déterminé par les conditions immuables de sa position géographique d'État-île sur le flanc océanique de l'Europe dotée de vastes colonies et dépendances et dont l'existence et la survie en tant que communauté indépendante sont indissociables de la possession d'une puissance maritime prépondérante.

Énoncés il y a plusieurs décennies, ces principes inspirent toujours l'Amirauté et la classe politique pour l'élaboration de la stratégie et des tactiques britanniques à partir de 1942. Conjugués à son fétichisme tout personnel de la marine, ils expliquent l'obsession de Churchill pour la Grèce et sa détermination implacable à en prendre le contrôle, quel que soit le coût matériel et humain. Rarement le spectacle du banditisme impérialiste en action aura été si transparent.

Un certain nombre d'agents du SOE présents sur place ont bien conscience que c'est par faiblesse politique que la Résistance a laissé le champ libre aux Britanniques après le repli allemand. L'un d'eux, l'officier C. M. Woodhouse, l'affirme même explicitement : « Je n'ai pas le moindre doute que l'ELAS [l'Armée populaire de libération nationale grecquel aurait pu s'emparer d'Athènes. Cela aurait rendu un débarquement britannique extrêmement difficile. » L'intervention britannique en Grèce est concue pour stopper d'abord, écraser ensuite, la Résistance, avec l'aide d'une droite semi-fasciste qui avait maintenu au pouvoir la dictature monarchique de Metaxás de 1936 à 1940, et souvent en s'appuvant sur les bataillons de sécurité qui avaient participé à la répression sous l'occupation nazie. C'est un crime de tout premier ordre : lors de ce qui restera comme l'un des épisodes les plus sanglants de toute la guerre, le mouvement de résistance anti-nazie le plus efficace d'Europe est liquidé par Churchill et l'armée britannique.

La guerre civile provoquée par Londres coûtera la vie à au moins 600 000 Grecs, sur une population de sept millions. Des têtes coupées et des corps démembrés de leaders de la Résistance exécutés sont exposés sur des places. L'ambassade britannique à Athènes justifie cette pratique monstrueuse en présentant l'exhibition de têtes coupées comme « une coutume normale dans ce pays qu'on ne peut pas juger selon les critères de l'Europe occidentale ». Selon les critères d'aujourd'hui, en tout cas, l'armée britannique et ses auxiliaires grecs seraient coupables de graves crimes de guerre, à la limite du génocide pour certains.

Si une guerre civile commence en Grèce, c'est parce que Churchill, avec l'assentiment de Staline, a obtenu que le pays entre dans la « sphère d'influence » de la Grande-Bretagne. Le problème, c'est qu'à part les collaborateurs, la plupart des Grecs ne sont pas favorables à cette solution. Harcelant et repoussant sans relâche l'armée allemande, la Résistance, dirigée par les communistes, a joué un grand rôle dans la victoire contre l'occupant et rares sont les observateurs sérieux qui contestent à l'époque que la Grèce doive revenir à la gauche. C'est cette possibilité que Churchill décide d'anéantir.

Les forces britanniques sont envoyées occuper le pays et dans l'après-guerre elles arment et appuient la droite grecque, dont un grand nombre d'anciens collaborateurs. Les dirigeants com-

munistes grecs d'Athènes auraient pu suivre l'exemple de Tito et passer outre les instructions de Moscou, qui sont en l'occurrence de travailler avec les Britanniques et de laisser leurs troupes débarquer à Athènes en 1944. Churchill ne veut pas entendre parler d'un gouvernement d'union nationale incluant la Résistance. Ordre est donné de désarmer et de mettre hors de combat l'ELAS, sa principale force. Au moment même où le débarquement de Normandie est célébré à Londres, les troupes britanniques sont engagées dans une guerre sanglante et brutale contre la Résistance grecque. Une guerre qui durera deux années, et même bien plus longtemps.

Churchill joue un rôle central dans le viol de la Grèce et il y est toujours considéré comme un tyran et un boucher par les plus anciens. Le fait que ses deux lieutenants du Labour pendant la guerre, Clement Attlee et Ernest Bevin (qui poursuivent sa politique après 1945), aient compté parmi ses principaux complices dans ce crime n'excuse pas le moins du monde son rôle personnel.

Lors d'un débat houleux au Congrès du Parti travailliste de décembre 1944, Bevin défend Churchill sans réserve. Dans un discours confus, mensonger et mal informé, il se montre incapable de répondre aux députés et aux délégués du Labour scandalisés par l'attitude de leur pays en Grèce. Aneurin Bevan, à qui on donne cinq minutes pour s'exprimer, est bruyamment applaudi quand il explique aux délégués que « seules trois entités dans le monde ont déclaré publiquement leur soutien [à Churchill] : l'Espagne fasciste, le Portugal fasciste et la majorité des tories à la Chambre des communes ». Nullement impressionné, le bloc syndicaliste soutient Bevin. Le Congrès du Parti travailliste rejoint ainsi le petit club des soutiens au terrorisme de Churchill en Grèce.

Si les atrocités commises par les Britanniques en Grèce en embarrassent plus d'un au sein du SOE, des services secrets et de l'armée, ils sont bien trop nombreux à garder le silence malgré la honte et la colère. Churchill est particulièrement irrité par l'hostilité du *Times* et il s'emporte contre le journal à la Chambre des communes. Il connaît bien son rédacteur en chef, Robert Barrington-Ward, mais il n'arrive pas à le convaincre de changer sa ligne éditoriale. Quelques députés travaillistes s'opposent au gouvernement lors d'un débat tendu à la Chambre en décembre 1944 qui contraint Churchill et son héritier, Anthony Eden, à se mettre sur la défensive, mais ca s'arrête là.

Le déshonneur britannique est vite étouffé, purgé et oublié en Grande-Bretagne, ou dilué par la rhétorique de la Guerre froide dans le grand trope « liberté contre communisme », mais les Grecs n'ont pas oublié.

L'histoire commence pendant l'été et l'automne 1942 avec l'émergence de l'Armée populaire de libération nationale grecque (ELAS), l'aile militaire du Front de libération nationale (EAM). Par son efficacité militaire, l'ampleur du soutien populaire dont elle bénéficie et l'institution d'assemblées de village où les femmes peuvent pour la première fois voter et prendre part aux décisions, la Résistance grecque est en avance sur son pendant yougoslave. Il y a toutefois une énorme différence entre les deux : les Grecs n'ont pas de Tito. Ils n'ont pas, autrement dit, de leader politique capable de prendre des décisions au nom des intérêts grecs indépendamment des besoins et des souhaits de Moscou.

Malgré cela, les deux organisations mettent en œuvre une résistance particulièrement efficace contre l'occupant allemand. En moins d'un an, elles réunissent des millions de membres et de soutiens. Dans les faits, l'EAM joue le rôle d'un gouvernement provisoire grec. C'est ce qu'on peut voir en 1943, quand le commandant suprême des forces allemandes dans le pays, le général Speidel, publie un ordre de mobilisation civile décrétant que « tout habitant de la Grèce âgé de seize à quarante-cinq ans est obligé, si les circonstances l'exigent, d'effectuer le travail » demandé par l'occupant. L'EAM appelle à la mobilisation générale contre cet ordre. Cette forme de résistance est alors totalement inédite dans les différents pays sous occupation.

Le haut commandement de l'Axe est installé à l'hôtel Grande-Bretagne (comme le haut commandement britannique par la suite). Des nids de mitrailleuses sont disposés sur les toits et des soldats en armes interdisent l'accès à certaines rues du quartier, mais la foule est si immense que ceux qui assistent aux événements depuis les balcons de l'hôtel n'arrivent pas à repérer les soldats. La foule commence à chanter l'hymne national grec, faisant résonner à l'infini les derniers mots « Salut à toi, ô Liberté! Salut à toi, ô Liberté!... »

Dans son ouvrage classique sur la Résistance grecque, Dominique Eudes donne une description saisissante de cet épisode. Quand les soldats allemands ouvrent le feu, ils commencent par tirer en l'air. La foule décide de se rendre au ministère du Travail, où les réquisitionnés ont été invités à se présenter. Le bâtiment est gardé par deux compagnies de *carabinieri* italiens. « Les fusils des *carabinieri* s'abaissent vers la masse qui monte à leur rencontre – écrit Eudes –, les mitrailleuses commencent à aboyer. Les premiers rangs sont fauchés. Quelques claque-

ments chétifs de pistolets répondent au galop des armes automatiques qui continuent à hacher dans la foule. Mais chez les manifestants c'est l'amok. Une détermination aveugle, démultipliée, hallucinée par le cri de guerre fou de la Grèce : $A\acute{e}ra$:!!! $A\acute{e}ra$: vent, tempête, délire²²⁶. »

L'insurrection – puisque c'en est une à ce stade – se poursuit et 200 000 Athéniens affrontent les occupants fascistes. L'EAM appelle à la grève générale de la fonction publique, unanimement suivie. Des ministères sont pris d'assaut par les masses et incendiés, toutes leurs armoires vidées et leurs archives brûlées. Les travailleurs du central téléphonique se mettent en grève, paralysant les communications. La Gestapo arrête les meneurs, qui sont battus et torturés, avant d'être laissés dans une cave du central jusqu'au lendemain. Mais ils parviennent tous à s'échapper entretemps. Eudes poursuit son récit :

Malgré le prix des manifestations des deux dernières semaines, les Athéniens s'apprêtent encore une fois à marcher sur les mitrailleuses.

Les regroupements ont lieu dans tous les points de la ville. Les fleuves convergent et la marée athénienne se heurte dès le début de la matinée à un déploiement exceptionnel de forces italo-allemandes. Quand le premier cortège débouche en vue de l'Académie, les armes automatiques ouvrent le feu sans sommation. Des soldats allemands sont postés sur les toits et laissent tomber des grenades dans la chair compacte de la foule. Les dégâts sont effroyables. Mais une force multiple et anonyme surgie de partout continue à pousser et piétine les premiers cordons, le quart de la population d'Athènes, 200 000 hommes, marche les mains nues au-devant des balles.

Arrivés au ministère du Travail, ils constatent que les soldats et les policiers sont dix fois plus nombreux que la fois précédente :

La première vague de manifestants s'écroule sous le choc. Puis, après un court instant de flottement, c'est la charge

226. Dominique Eudes, *The Kapetanios : Partisans and Civil War in Greece, 1943-1949*, Londres, Verso, 1973, p. 36 [éd. originale en français : *Les Kapetanios, la*

guerre civile grecque, 1943-1949, Paris, Fayard, 1970, p. 58-59].

absurde, folle, incontrôlable, irrésistible. *Aéra!* Ni les morts ni le sang ne rompent l'élan, la foule est projetée vers son but, portée par le vertige de l'assaut. Les grenades, les mitrailleuses sont inutilisables. Forces de l'ordre et manifestants sont au corps à corps. Les soldats sont dévorés, happés, déchirés par la multitude. De nouveau, les flammes s'élèvent des bâtiments du ministère.

Le carnage se poursuit dans le quartier jusqu'à ce que toutes les archives et tous les bureaux soient calcinés²²⁷.

L'archevêque primat d'Athènes, Damaskinos, prévient alors le chargé d'affaires du Reich, Herr Altenburg : « Si la "mobilisation civile" ne fait pas l'obiet d'un démenti officiel d'ici le 7 mars, les cloches des églises sonneront le tocsin en signe de suprême détresse. Le Reich pourra mesurer les conséquences comme il convient. » Altenburg recherche un compromis. Damaskinos est inflexible. Altenburg appelle Berlin, Soulagé, il se retourne vers Damaskinos: « Il n'est plus question de mobilisation civile²²⁸. » Ébranlé par la victoire de l'Armée rouge à Stalingrad, le haut commandement allemand a besoin de soldats pour renforcer le front oriental. Trois jours auparavant, parlant des Grecs, on avait entendu Hitler grommeler : « Il faut en finir avec ces poux²²⁹! » Les poux ont remporté une immense victoire, proclamée à grands traits rouges par le journal mural de l'EAM – des placards collés sur les murs dans tout le pays. Le soutien populaire à la Résistance ne fait que s'accroître.

Pendant tout ce temps, les Britanniques sont engagés dans des manœuvres incessantes pour marginaliser l'EAM et l'ELAS. Ils ont créé leur propre groupe de résistance, la Ligue nationale républicaine grecque (EDES), sous le commandement d'un escroc, Napoleon Zervas, un voyou pittoresque et plein de charme toujours soucieux de protéger ses arrières. Deux officiers de l'EDES proches de Zervas collaborent aussi avec l'occupant. En octobre 1943, des affrontements armés entre l'ELAS et l'EDES révèlent au grand jour l'impéritie totale de celle-ci. Londres accuse l'ELAS et demande au SOE de cesser de l'approvisionner. L'ELAS proteste publiquement en accusant l'EDES de collaborer avec les Allemands. Un mois plus tard, lors d'une

```
227. Ibid., p. 37-38 [éd. en français : p. 61].
```

228. [Cité dans *ibid.* (éd. en français : p. 62, 63).]

229. [Cité dans *ibid*. (éd. en français : p. 61).]

réunion du cabinet de guerre, avec le plein accord du Labour, décision est prise d'annihiler les forces de la Résistance grecque dirigée par les communistes. Dûment informé, Roosevelt ne soulève aucune objection.

De 1943 à 1944, l'ELAS refuse de capituler d'aucune manière devant les Britanniques. Elle continue à administrer des villages dans les montagnes et veille avec zèle sur ses bases de soutien à Athènes et dans les plus petites villes. La situation s'enlise. Comme toujours dans ces cas-là, Churchill ne fait pas dans la délicatesse. Il choisit l'épreuve de force. Les Grecs ont combattu Mussolini en 1940, poursuivi la lutte contre les Italiens et les Allemands en 1941 et au cours des deux années suivantes, pris pour cible trois armées fascistes, celles des Allemands, des Italiens et des Bulgares. En octobre 1944, la Résistance grecque chasse la Wehrmacht hors de Grèce. Deux mois plus tard, l'armée britannique, sous le commandement du général Scobie, déclare la guerre à l'ELAS. Une bataille de trente-trois jours ébranle Athènes et le Pirée. L'ELAS doit battre en retraite et de nombreux partisans fuient dans des villages de montagne, dans des régions déjà libérées plusieurs années avant la défaite allemande

Churchill exulte. Ses instructions aux général Scobie avaient été claires. Athènes doit être traitée comme une « ville coloniale » :

Vous êtes responsable du maintien de l'ordre à Athènes et devez neutraliser ou détruire toutes les bandes EAM-ELAS qui approcheront de la ville. Prenez toutes les mesures que vous jugerez utiles pour assurer le contrôle des rues et pour cerner tous les groupes de perturbateurs. [...] Le mieux serait naturellement que vos ordres soient contresignés par quelque gouvernement grec [...]. N'hésitez cependant pas à agir comme si vous vous trouviez dans une ville conquise, où se serait développée une révolte locale.

[...] Il faut tenir et dominer Athènes. Ce serait pour vous une grande chose d'y parvenir sans effusion de sang, si c'est possible, mais aussi avec effusion de sang, si c'est inévitable²³⁰.

Bien accueillis dans un premier temps, les Britanniques sont à présent détestés et méprisés. Le général Scobie, « le rictus de froide autorité » gravé sur le visage, devient une cible privilégiée de la satire grivoise. Les enfants d'Athènes se moquent de Scobie dans leurs chansons, associant souvent ses atrocités à ses parties intimes. Les paroles changent régulièrement, les chansons s'adaptant à l'actualité. On peut entendre une version de décembre 1945 dans la fresque magistrale de Theo Angelopoulos sur l'histoire de la Grèce, Le Voyage des comédiens :

Il est plein de nœuds le zizi de Scobie alors pour lâcher la vapeur il ordonne de trouver un petit garçon à Kolonaki.
Il est plein de nœuds le zizi de Scobie et si les nœuds se défont que devient la politique britannique, général Scobie ?
Les nœuds reviendront toujours, tu peux tenter mille trucs, entasser des armes pour faire revenir le roi, ça ne marchera pas.
Le peuple n'acceptera pas le fascisme de cette lignée royale.
Il vaincra la politique britannique.

En 1986, la chaîne britannique Channel 4 a diffusé une série documentaire en trois parties, *The Hidden War*, un projet produit par la documentariste féministe Jane Gabriel, avec le soutien total du grand chef de la chaîne à l'époque, Jeremy Isaacs. Jane Gabriel a travaillé avec la professeure grecque Gella Skouras, qui a préparé les entretiens avec d'anciens partisans rentrés d'exil. Le documentaire est un modèle d'histoire orale filmée. Les entretiens approfondis avec des agents du SOE et des partisans grecs, entrecoupés de documents d'archives que la plupart des spectateurs n'avaient encore jamais vus, ont un retentissement considérable. La révélation de l'ampleur de l'implication britannique dans l'abandon de la Grèce à la frange la plus rétrograde de la droite exaspère ceux dont le rôle est ainsi mis à nu.

Il est plein de nœuds le zizi de Scobie²³¹...

Une partie de la « crème » de la société britannique est piquée au vif et les lettres à en-tête doré affluent de toutes parts. Après avoir livré le « berceau de la démocratie » à l'extrême droite. ces gens avaient été récompensés à leur retour par des titres de chevaliers et de pairs, et beaucoup avaient occupé des postes importants dans la haute fonction publique, la politique ou à l'université. Plusieurs d'entre eux avaient eux-mêmes écrit ou collaboré avec d'autres auteurs pour livrer leur version de l'histoire. La version barbouze officielle est celle de Bickham Sweet-Escott, publiée par le think tank conservateur Chatham House en 1954. Sir Geoffrey Chandler a publié *The Divided Land* en 1959. Le beau-frère de Sweet-Escott, Eddie Myers, a sorti *Greek* Entanglement en 1955. Même Sweet-Escott devait reconnaître que, sous les Britanniques, « la résistance était tout près d'être un crime et la collaboration tout près d'être une vertu ». Un soldat britannique interviewé pour le documentaire, Chris Barker, témoigne de la confusion dans les rangs de l'armée : « Je crovais qu'on était venus libérer les Grecs mais après un certain temps, qui a paru très bref, on s'est retrouvés à les tuer. Et, surtout, il v avait des gars de chez nous qui mouraient pour une cause que j'avais un peu de mal à comprendre. » C'est ce qui déclenche le « scandale ».

L'ancien ambassadeur Nicholas Henderson demande et obtient un rendez-vous avec Isaacs pour être certain que sa plainte aboutisse. Lord Noel Annan, l'auteur de la loi Broadcasting Act qui a donné naissance à Channel 4, est hors de lui, comme le révèle sa lettre à Jane Gabriel. Le gourou de « la crème » de la société britannique fait tomber le masque :

Vous êtes soit très naïve, soit une compagne de route éhontée. Votre série sur le retour des communistes grecs est le programme le plus scandaleusement partial que j'aie vu depuis un moment. [...] J'imagine que vous allez me répondre que vous ne faites que dépeindre la tragédie de ces Grecs qui ont été contraints à l'exil pendant trente ans. [...] Vous représentez implicitement les officiers et les fonctionnaires britanniques comme des imbéciles ou comme des collaborateurs nazis. Pour les gens qui ne connaissent pas la Grèce, la politique grecque est une chose très difficile à comprendre²³².

Au cas où on l'aurait mal compris, Annan précise qu'il ne prend pas la défense des politiques américaines ou des « détestables colonels qui ont emprisonné certains de [ses] amis grecs quand ils sont arrivés au pouvoir ». Dans ce cas, la question se posait : pourquoi a-t-il livré la Grèce aux Américains ? Cet Empire britannique aux abois qui a semé la terreur en Grèce après la défaite allemande n'y était nullement obligé. Annan se dit furieux de voir des « officiers britanniques qui ont risqué leur vie à la guerre ainsi calomniés ». Mais le documentaire critique le comportement de ces officiers en Grèce, pas « à la guerre ». Il est évident qu'ils obéissaient aux ordres de Churchill et Scobie mais, comme le tribunal de Nuremberg devait le déclarer un an plus tard, « obéir aux ordres » n'est pas une excuse qu'un tribunal judiciaire pourrait accepter dorénavant.

Un accord informel est conclu : Channel 4 fait la promesse scandaleuse de ne plus jamais diffuser la « série incriminée ».

Dans le documentaire, C. M. Woodhouse en dit sans doute plus que nécessaire et il le regrettera par la suite : « Notre objectif était de diviser les unités de l'ELAS en petits groupes dirigés par des officiers de liaison britanniques responsables devant le GQG au Caire. » La raison en est évidente. Si les Britanniques laissent les choses en l'état, la grande armée de guérilla de l'ELAS formera après la guerre le noyau de l'armée grecque, mettant ainsi le pays sous le contrôle de la gauche. « Nos objectifs étaient incompatibles... »

Sur ce point, tout le monde était d'accord. Seulement, Churchill est déterminé à infliger une défaite qui pourra servir d'exemple tant aux Grecs qu'à tous ceux qui pourraient avoir des idées similaires. La logique de son raisonnement est typique du personnage : il ne peut pas y avoir de paix sans victoire britannique en Grèce. Du banditisme pur.

L'ELAS considérait l'intervention britannique comme une tentative de s'emparer du pays en connivence avec le roi et les groupes de droite qui avaient soutenu Metaxas, l'équivalent grec de Franco et Salazar. C'est ce que confirme Woodhouse à sa manière : « Le Foreign Office voulait une situation où il n'y ait pas du tout de résistance. Un représentant du Foreign Office a

même dit que "le meilleur sabotage serait qu'il n'y ait pas du tout de sabotage". »

La tragédie de la guerre civile grecque, c'est que la gauche aurait pu la gagner. Elle était hégémonique dans le pays. Mais au sein de la Résistance, les *Kapetanios*, basés dans les montagnes, n'étaient pas assez forts politiquement pour contester les leaders officiels du communisme grec. Le chef de guérilla Aris Velouchiotis était un commandant militaire extrêmement doué mais il n'était pas Tito. S'il faut faire des analogies, il était beaucoup plus proche, par son tempérament et ses valeurs, d'un chef d'une autre époque : le révolutionnaire mexicain Emiliano Zapata. Lui aussi a d'ailleurs été tué dans des circonstances qui n'ont pas encore été tout à fait élucidées.

Tout au long de 1942 et 1943, la Résistance grecque, dirigée par les communistes, s'est battue contre l'armée d'occupation allemande en associant mobilisations de masse et actions de guérilla. Deux grèves générales en avril et en septembre 1942 ont contraint les Allemands à augmenter les salaires, à mettre en place des soupes populaires pour les travailleurs et à déclarer publiquement qu'aucune denrée alimentaire ne serait exportée de Grèce. Il y avait aussi une importante résistance passive au « travail obligatoire » qui réquisitionnait et envoyait des Grecs en Allemagne. Interrogé, tout Grec qui pouvait potentiellement finir dans les usines allemandes devenait sourd, muet ou analphabète. Les Grecs étaient quand même transférés de force mais ils étaient beaucoup moins nombreux en proportion que dans tous les autres pays conquis.

Sur le front militaire, la Résistance apporte un soutien précieux aux Alliés. Le général de brigade Eddy avait été envoyé au GQG au Caire en tant qu'officier de liaison avec l'ELAS. La première action menée par l'ELAS après son arrivée en Égypte consiste à faire sauter le pont du Gorgopótamos, un ouvrage vital pour l'approvisionnement des forces de Rommel en Afrique. Deux généraux, Montgomery et Maitland-Wilson, expriment publiquement leur gratitude. Même Churchill laisse publier un message en son nom dans lequel il remercie la Résistance pour « la grande aide apportée à la cause alliée ». Le message est envoyé en septembre 1943. Deux mois plus tôt, le gouvernement grec en exil, installé au Caire et composé de monarchistes et de conservateurs, a reçu confirmation des Britanniques que la destruction de l'EAM/ELAS était une nécessité politique et stratégique.

Churchill a donné son feu vert à la restauration du roi. Roosevelt est indécis, mais il finit par accepter. Tout est prêt pour

l'occupation d'Athènes et le déchaînement de répression brutale. La nature criminelle de l'entreprise n'est un mystère pour personne ; il s'agit en réalité de la toute première action menée dans le cadre de ce qu'on appellera par la suite la Guerre froide. C'est ce qui explique la susceptibilité de Lord Annan et d'autres quarante ans après. Churchill et l'establishment politico-militaire britannique avaient trop de sang sur les mains.

Cela demande beaucoup de travail pour que l'Union soviétique devienne de nouveau l'ennemie mais il faut le faire, et le maccarthysme aux États-Unis et sa version plus modérée en Grande-Bretagne (sous un gouvernement travailliste) y réussissent assez bien. À ce stade, les accords de Yalta entre Roosevelt, Staline et Churchill sont entrés en vigueur. La division de l'Europe a déjà eu lieu.

La Grèce est le point de bascule vers la Guerre froide. Là, la Deuxième Guerre mondiale se métamorphose en guerre contre le communisme et la révolution, comme on le verra bientôt en Chine, au Vietnam et en Corée. Après la défaite allemande, la politique occidentale consiste à intégrer les fascistes aux nouvelles armées qui combattent pour « la liberté et la démocratie ». C'est pour servir aux besoins des nouvelles guerres, froides et chaudes, que Churchill (accompagné du président des États-Unis Harry Truman) annonce dans son fameux discours de Fulton, dans le Missouri, le 5 mars 1946, qu'« un rideau de fer s'est abattu sur nous », ce qui deviendra le pilier idéologique de la doctrine Truman. Après sa défaite électorale de 1945, Churchill endosse l'habit de diplomate mondial, juché sur les béquilles fournies obligeamment par Truman et son successeur. Mais la « relation spéciale » a toujours été une relation à sens unique, même si Washington daigne parfois apaiser les susceptibilités britanniques froissées afin de rendre le transfert de la puissance impériale aussi amiable que possible.

En Grèce et en Yougoslavie, comme on l'a vu, les mouvements de résistance dirigés par les communistes se sont montrés extrêmement efficaces et ils étaient tout près de prendre le pouvoir. La guerre civile grecque se poursuivait. S'il y a un endroit où un rideau de fer s'est réellement abattu, c'est bien la Grèce, et c'est Churchill qui a appuyé sur le bouton pour le dérouler. Sept mois auparavant, Truman avait appuyé sur un autre bouton, nucléaire celui-ci, et il avait anéanti deux cibles civiles : les villes japonaises de Hiroshima et Nagasaki. Les services de renseignements occidentaux et russes savaient parfaitement que les Japonais s'apprêtaient à se rendre. Cet essai grandeur nature

de l'arme nucléaire avait pour principal intérêt d'envoyer un coup de semonce en direction des Russes : nous l'avons, pas vous.

La boucherie en Grèce marque donc le véritable coup d'envoi de la Guerre froide. La mainmise de Staline sur l'Europe de l'Est a déjà été actée. L'Union soviétique, avec ses 20 millions de morts et son infrastructure dévastée, n'envisage pas d'envahir qui que ce soit. Soumis au pacte faustien, Staline tient parole et laisse la Grèce à Churchill. Ces Grecs qui les maudissaient également l'un et l'autre avaient raison. L'un des partisans grecs les plus célèbres, Manolis Glezos – qui avait escaladé l'Acropole sous l'occupation allemande pour arracher le drapeau nazi –, se trouvait à Moscou environ un an après le choc mondial de la mise en cause de Staline par Khrouchtchev. Plus tard, Glezos a raconté sa rencontre avec Khrouchtchev à deux journalistes, Ed Vulliamy et Helena Smith, qui l'ont eux-mêmes rapportée dans un long article publié dans le *Guardian*:

Glezos voulait savoir pourquoi l'Armée rouge, après avoir traversé la Bulgarie et la Roumanie, s'était arrêtée à la frontière grecque. Peut-être le dirigeant russe pouvait-il l'expliquer.

« Il m'a regardé et m'a demandé : "Pourquoi ?" »

« J'ai dit : "Parce que Staline ne se comportait pas comme un communiste. Il a partagé le monde avec d'autres et il a donné la Grèce aux Anglais." Puis je lui ai dit ce que je pensais vraiment, que Staline avait été la cause de notre ruine, la racine de tous les maux. Tout ce que nous voulions, c'est un État où le peuple gouvernait, comme notre gouvernement [à l'époque] dans les montagnes, où vous pouvez encore voir les mots "tous les pouvoirs proviennent du peuple et sont exercés par le peuple" gravés sur les collines. L'État qu'ils ont voulu, et qu'ils ont créé, était gouverné par le parti. »

Khrouchtchev, dit Glezos, n'a pas ouvertement approuvé. Mais après notre rendez-vous il m'a invité à un dîner, auquel assistait aussi Léonid Brejnev [qui a succédé à Khrouchtchev en 1964], et il m'a écouté encore une heure et demie. J'y ai toujours vu un accord tacite²³³. »

L'article de Vulliamy et Smith a aussi le mérite de nous offrir un rare portrait du fonctionnaire britannique chargé des opérations de police en Grèce. Il s'agit de Sir Charles Wickham, dont les états de service incluent la fondation de la Royal Ulster Constabulary (RUC) en Irlande. Sa mentalité n'est pas sans rappeler celle d'Adolf Eichmann. L'un et l'autre ont obéi aveuglément à des instructions venues d'en haut en recherchant toujours les méthodes les plus efficaces :

Sir Charles Wickham avait été chargé par Churchill de superviser les nouvelles forces de sécurité grecques – en réalité, de recruter les collaborateurs. L'anthropologue Neni Panourgia décrit Wickham comme « une de ces personnes qui ont parcouru l'empire en créant l'infrastructure nécessaire à sa survie » et lui attribue la création à Giaros de l'un des camps les plus violents où les prisonniers étaient torturés et assassinés.

Originaire du Yorkshire, Wickham était un militaire qui avait servi dans la guerre des Boers, au cours de laquelle les camps de concentration au sens moderne ont été inventés par les Britanniques. Il a ensuite combattu en Russie dans la force expéditionnaire alliée envoyée en 1918 pour appuyer les forces blanches tsaristes contre la révolution bolchevique. Après la Grèce, il est passé à la Palestine en 1948. Mais sa qualification pour la Grèce était la suivante : Sir Charles avait été le premier inspecteur général de la Royal Ulster Constabulary, de 1922 à 1945. [...] Le chef du MI5 rapportait en 1940 que « grâce à sa personnalité et à son expérience, les services ont trouvé en Sir Charles Wickham un ami et un conseiller des plus précieux ». Quand les services de renseignements ont eu besoin d'intégrer les Bataillons de sécurité grecs - la « Police spéciale » du Troisième Reich - dans une nouvelle force de police, ils avaient là l'homme qu'il leur fallait.

Quelques années seulement après les victoires éclatantes de l'Armée rouge contre le Troisième Reich, trois Premiers ministres tory – Churchill, Eden et Macmillan – excusent le carnage en Grèce par la nécessité de faire la guerre aux « bandits communistes ».

Mais les tories ne sont pas les seuls à se réjouir des souffrances de la Grèce. En 1945, au lendemain de la défaite de Churchill aux élections, l'ambassadeur britannique à Athènes reçoit un message du nouveau secrétaire aux Affaires étran-

gères, Ernest Bevin : « Il n'y aura pas de changement de politique²³⁴. » Bevin a toujours été un fidèle défenseur de l'Empire et il ne s'en est jamais caché. Vingt-quatre heures après l'arrivée au pouvoir du Labour, tous les espoirs de la gauche grecque étaient déjà trahis.

La Grèce se retrouve ainsi dépouillée de toute véritable force d'opposition aux gouvernements de droite imposés ou soutenus par l'OTAN. Les députés de gauche sont persécutés ou tués, à l'instar du très populaire Grigoris Lambrakis, dont l'histoire a été révélée au grand public par le premier film saisissant de Costa-Gavras, Z, qui a stupéfié les jeunes générations. Aux crimes de Churchill s'ajoute la répression ordinaire qui finit par entrer dans le quotidien de nombreux Grecs.

Les atrocités commises par l'armée et les fascistes grecs après la Deuxième Guerre mondiale préparent le terrain au coup d'État militaire de 1967, soutenu par l'OTAN et destiné à empêcher l'élection d'un gouvernement qui pourrait incarner la moindre menace pour les structures idéologiques et politiques de l'État mises en place par Churchill et Scobie. Le régime brutal qui en est issu rouvre les camps d'internement sur les îles, recourt massivement à la torture, emprisonne le grand compositeur grec Mikis Theodorakis et tant d'autres, et contraint nombre d'étudiants et d'intellectuels à fuir le pays.

En 2020, un tribunal grec a estimé que le parti d'extrême droite Aube dorée, descendant en ligne directe du fascisme grec, était un gang de criminels responsables de nombreux meurtres. Ses députés ont été privés de leurs privilèges parlementaires en Grèce et une grande partie de la direction et d'autres membres du parti ont été emprisonnés. Le Parlement européen reste leur dernière base opérationnelle. Il est extrêmement regrettable qu'on n'ait pas demandé à la cour de prononcer un jugement rétrospectif sur ceux qui, au nom de « la démocratie et la liberté » en 1944, ont ouvert la voie à cette histoire désastreuse.

234. John Saville, *The Politics of Continuity: British Foreign Policy and the Labour Government 1945-46*, Londres, Verso, 1993. À ceux qui voient Tony Blair comme une aberration dans l'histoire du Labour, ce livre offrira un rattrapage efficace. Il faut dissiper le

halo de nostalgie sépia qui entoure le gouvernement Attlee, essentiellement du fait de la création du National Health Service (NHS) et de la nationalisation des mines, pour mieux apprécier sa politique étrangère réactionnaire.